

Journal du Congrès

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DE LA
MÉTALLURGIE CGT

42^e

MONTELLIER
N°5 / VENDREDI 4
FEVRIER 2022



La gagne !



8^e séance

• **9h00** Réunion du CEF pour l'élection du Bureau fédéral, du Secrétariat fédéral, de l'administrateur et des Secrétaires général et adjoint

• **10h00** Ouverture de la 8^e séance

• **10h05** Journal Télé

• **10h15** Présentation BF, SF, SG et adjoint, administrateur

• **10h30** Intervention du nouveau secrétaire général

• **11h00** Remerciements, hommage aux partants

• **12h00** Cloture du 42^e congrès

Repas de cloture

Toutes les photos © A. Sayad

À L'HONNEUR



NICOLA GIGLIO,

Président de l'Union Fraternelle des Métallurgistes

L'Union Fraternelle des Métallurgistes existe depuis 1937.

Elle est issue des adhésions massives de métallos à la CGT qui ont eu lieu en 1936. De ce fait, la CGT Métallurgie de la région parisienne a créé ses œuvres sociales. Aujourd'hui, l'UFM gère un hôpital et des centres de rééducation professionnelle. Plus récemment, nous avons aussi intégré un hôtel social et des structures pour personnes âgées. La mise à jour des statuts de la Fédération nous permet aujourd'hui d'élargir nos activités au-delà de l'Ile-de-France.

L'industrie libérée de la finance

Le troisième débat du congrès avait pour thème
« L'industrie libérée de la finance : la réponse à l'urgence sociale et environnementale dans nos territoires ».

Les délégués ont dénoncé la stratégie mortifère du capital qui casse l'industrie, détruit l'emploi et la planète tout en engrangeant des profits. Face à ce contexte, ils ont dressé des pistes d'actions avec des projets industriels, le contrôle des fonds publics et un travail syndical entre donneurs d'ordres et sous-traitants.

C'est le tableau noir d'un contexte hostile qu'a dressé David Blaise en introduction du débat :

« En cette période de pandémie mondiale, nous voyons se multiplier les plans de licenciements dans l'industrie. Si le processus de désindustrialisation et de délocalisation s'inscrit dans une tendance à long terme, avec une baisse de 36% des effectifs salariés depuis 1989, dans la branche métallurgie, la crise sanitaire, comme la crise financière de 2008, donnent un coup d'accélérateur à cette tendance. »

Et de relever qu'en seulement un an de crise sanitaire, ce sont près de 40 000 emplois dans la métallurgie qui ont disparu, dont 20 000 intérimaires. David note encore que les dividendes sont versés au détriment de l'investissement et de la R&D tandis que le capital s'accapare aujourd'hui 40% des richesses créées dans l'industrie manufacturière, contre 30% en 1996. Philippe Verberke explique que cette augmentation du coût du capital a été chiffrée par son syndicat à ArcelorMittal, ce qui a permis de faire valider par les salariés la revendication d'une augmentation de 5,3% avec une grève en novembre dernier. Sur cette même question du coût du capital, Eric Moulin propose de taxer les délocalisations qui ont non seulement un coût social avec des destructions d'emploi mais aussi un coût environnemental avec le retour des productions sur les lieux de consommation. Maël Legoff de la fonderie de Bretagne estime que les

contacts syndicaux entre donneurs d'ordres et sous-traitants sont essentiels et regrette l'insuffisance de ce travail qui aurait pu renforcer les luttes CGT en filières. Sur cette question de la responsabilité entre donneurs d'ordres et sous-traitants, les congressistes ont pu évoquer à plusieurs reprises le projet de loi des GM&S qui instaure une responsabilité des donneurs d'ordres envers les sous-traitants. Stéphane Bresson de Stelia Méaulte, témoigne de la crise qui s'est abattue dans l'aéronautique. « On a pris la crise de plein fouet avec 800 licenciements dans le bassin d'emplois, notamment chez les sous-traitants. Mon syndicat a organisé la riposte, mais la CGT a été mise en difficulté car nous ne portons pas les questions industrielles. Et de conclure sur la nécessité pour la CGT de porter des projets. » Plusieurs intervenants ont approfondi

des aspects qui nécessitent de créer ces réseaux entre donneurs d'ordres et sous-traitants tant en France qu'au niveau international. C'est notamment ce que suggère Fabrice Lallement à la lumière de la crise des composants électroniques qui impacte des filières entières. D'aucuns ont aussi défendu l'idée d'une solidarité internationale. C'est aussi le cas de Boris Amoro d'Alstom qui plaide pour le développement du ferroviaire comme moyen de transport écologique, mais constate que son groupe ferme des usines en Suisse et en Allemagne. Xavier Pétrachi d'Airbus Toulouse, invite « réinventer un imaginaire de l'industrie » compatible avec les enjeux environnementaux « et s'il le faut en passant par des nationalisations et réquisitions. » Sur ce dernier thème de l'écologie des délégués ont aussi soulevé la nécessité de normes environnementales et d'un droit d'alerte.



Mehdi Deschanet,
Framatome

En conclusion de ces échanges, David Blaise a tenu à saluer les luttes emblématiques des salariés des fonderies et de Luxfer et invite les syndicats à étendre le débat au niveau national et poursuivre la bataille engagée avec la campagne industrie de la CGT.

Nous sommes debout !



C'est avec un ton résolument offensif que le secrétaire général de la CGT a tenu à saluer le 42^e congrès de la FTM CGT et a donné **rendez-vous pour la prochaine journée d'action nationale, le 8 mars prochain**. Le premier dirigeant confédéral a qualifié de remarquable le fait que malgré le contexte de la pandémie, 15 000 syndiqués aient pu être réunis dans l'année 2020 afin de préparer ce congrès. Il a noté aussi « l'investissement de la totalité des militants CGT dans leur volonté de poursuivre l'activité de se réunir et d'aller à la rencontre des salariés. ». Fustigeant la politique d'Emmanuel Macron sur la gestion de la crise sanitaire et le « quoi qu'il en coûte », P. Martinez a fait remarquer que si l'argent public a bien coulé à flot, il n'a pas bénéficié aux salariés : « Oui de l'argent il y en a, mais il va dans les poches du capital. Bernard Arnault a vu augmenter sa fortune de plus de 100 milliards, c'est l'équivalent de deux fois le budget de l'Education scolaire de notre pays ! Les dividendes ont battu des records. C'est cela le coût du capital ! » A propos du dispositif conventionnel voulu par l'UIMM, Philippe Martinez n'a pas eu de mots assez durs avant d'encourager les congressistes à poursuivre la résistance : « Cet accord, c'est la casse de tous les repères collectifs dans de nombreux domaines. Votre manifestation du 25 novembre dernier a montré votre détermination ! » Revenant sur l'importance de la bataille industrielle et la nécessité de redoubler les efforts de syndicalisation notamment envers les femmes et les ICT, Philippe Martinez a aussi donné une méthode : la consultation est à l'image de celle engagée sur les garanties collectives. Celle-ci revêt aujourd'hui une importance capitale : « Oui les salariés doivent pouvoir donner leur avis, c'est ce qui nous différencie d'autres organisations syndicales qui prennent des décisions à quelques-uns »

Document d'orientation approuvé à 95 %

C'est à Stéphane Flégeau qu'incombait la tâche de présenter les amendements retenus ou rejetés par la Commission des amendements sur le document préparatoire. Au terme du débat où les délégués ont pu avancer leurs arguments, deux engagements ont été intégrés au document d'orientation. A l'issue des votes, les congressistes ont adopté le document avec 95% des voix. 146 amendements ont été examinés par la Commission des amendements qui a proposé d'en retenir 74.

18 portaient sur le thème

« Une Fédération et ses syndicats impulsant la lutte »

63 concernent le thème

« De quelle CGT les salariés de la métallurgie ont-ils besoin ? »

26 concernent le thème

« Quels droits dignes du XXI^e siècle pour les métallos »

29 concernent le thème

« L'industrie libérée de la finance »

9 concernent le thème

« Les engagements de la FTM-CGT »

Les interventions des délégués ont permis d'ajouter un engagement sur la question de la paix, ainsi qu'un autre sur la discrimination envers les femmes. Un amendement présenté sur la spécificité des ICT mais redondant avec les statuts a été rejeté.

A l'issue des votes, le document préparatoire adopté avec 95% des voix, est devenu le document d'orientation du congrès.



MOURAD DJAJDJA

En charge de la reprographie au congrès de la FTM CGT

Je suis assistant polyvalent à la Fédération depuis décembre 2019. Pour le congrès, il a fallu que j'assure la logistique, que je prépare tout le matériel à emmener sur palettes. Ma tâche principale, durant le congrès, est d'imprimer les différents documents pour les délégués, c'est-à-dire à 550 exemplaires à chaque fois. Et ces documents, il y en a beaucoup entre les amendements, le bilan d'activité, le journal du congrès, différentes interventions (...). Les choses peuvent se corser très vite quand une machine tombe en panne. On distribue aussi les documents que l'on imprime. **Le congrès c'est aussi l'occasion de voir les camarades que je ne connais que par le biais du téléphone.**



Duplex/solidarité

Les camarades de la SAM de Decazeville qui occupent leur usine depuis 73 jours ont été ovationnés lors d'une courte intervention en duplex, où ils ont rappelé le combat qu'ils mènent pour le maintien de leur fonderie. « 73 jours extraordinaires avec une détermination intacte parce que les salariés ont décidé de résister. Oui, c'est un sacrifice mais on le fait pour que nos enfants soient fiers de nous. Ils ne nous voleront pas notre dignité. Nous sommes 230 salariés et on leur fout la trouille. Nous allons continuer à nous battre pour que demain nous ayons des jours heureux » a déclaré David Gistau, secrétaire général de l'UD CGT Aveyron.

LA GAGNE



AXEL PERONCZYK, délégué CGT Luxfer

Après 1138 jours de lutte et 53 jours d'occupation, et alors que nous étions licenciés depuis deux ans, on a fini par faire revenir un industriel. Avec la CGT, on se rassemblait au moins une fois par semaine avec la Fédération, l'UD ou l'animation régionale. A certains moments, on n'a pas d'autre

choix que de lutter sinon on perd tout. Le secret c'est de s'entourer et de ne jamais rien lâcher. Et si ce n'est pas pour soi, c'est pour les copains. Dans ma boîte, c'est une PME, il y avait une bonne entente et j'ai plein de collègues. Alors même si je retrouve du boulot, je n'ai pas envie de voir mes copains qui serait en dépression faute d'avoir un emploi.

Une telle action, ce n'est pas une personne mais un collectif qui peut la mener.

Notre bataille a duré 1138 jours et c'est le collectif qui a permis de tenir. Et quand l'un d'entre nous baisse les bras les autres le remotive.

Fred Sanchez



FREDERIC SANCHEZ
secrétaire général de la Fédération

Les délégués ont créé les conditions malgré une situation complexe, d'une participation importante à ce 42^e Congrès. Je tiens à souligner la qualité des débats et des échanges parfois contradictoires, mais toujours dans un esprit de fraternité, et ce en dépit de quelques tensions qui ont pu survenir sur des sujets qui n'étaient pas forcément maîtrisés par l'ensemble des congressistes. Le congrès a décidé de poursuivre notre bataille pour le maintien et la défense de nos emplois industriels et de nos industries. Un élément fort qui ressort du congrès est la décision de poser la consultation comme une priorité de mode de fonctionnement et ce pour une CGT démocratique. Nous avons lancé la consultation nationale sur le dispositif conventionnel. L'opposition est très forte à la signature de cet accord. Je n'ai pas ressenti de résignation et d'ailleurs les délégués ont donné pour mandat à la direction fédérale de poursuivre la consultation et de mettre en place des initiatives de mobilisation à l'échelle nationale, territoriale et dans nos entreprises. Nous tenons à travailler au plus près des salariés à partir de leurs préoccupations, pour que ce dispositif conventionnel ne voit jamais le jour au sein des entreprises. C'est une feuille de route offensive et qui passera par notre capacité à aller au débat avec les salariés en entreprise pour faire capoter ce projet scélérat. Enfin, il y a la question de l'organisation syndicale qu'on a besoin de faire bouger dans son fonctionnement et sa structuration. Nous avons besoin de réfléchir à nos outils à l'échelle de la Fédération et de nos territoires et syndicats. Cette question de l'organisation dont les salariés ont besoin pour gagner est venue fort dans les débats. C'est sur la vie syndicale qu'il y a eu le plus de débats. On a intérêt à mettre l'organisation au service des salariés. Ceci a été débattu et validé de manière ultra-majoritaire. L'équipe fédérale peut être fière de la réussite de ce congrès. Nous avons une Fédération en ordre de bataille avec une métallurgie qui a besoin de se mettre au travail pour répondre à l'urgence sociale.



Prochain rendez-vous de lutte le 8 mars !

Journal réalisé par le secteur Communication fédéral avec l'aide de Régis Frutier, journaliste à la NVO. Imprimé par nos soins.

